



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 26 mars 2015 — N° 69

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Souligner la Journée lavande dédiée à la cause de l'épilepsie.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Approvisionnement en eau à La Rédemption, une priorité.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations au Relais communautaire de Laval.*
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *Michel Sauriol, président sortant de l'Association des producteurs de fraises et framboises du Québec.*
- Le député de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Félicitations à Paber Aluminium pour leur nomination comme finaliste aux Mercuriades.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *Manifester : Le droit de s'exprimer en sécurité.*
- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *Prix pour l'entraide du Gouverneur général du Canada.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Le club Swag de Bois-des-Filion.*
- La députée de Gatineau sur le sujet suivant : *Souligner le Prix de l'Office de la protection du consommateur.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *J'me fais une place en garderie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 13*
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 2) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 4) Projet de loi n° 32
Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, le 25 février 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **25 mars 2015**
- 5) Projet de loi n° 37
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 19 février 2015
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Repentigny le **25 mars 2015**
- 6) Projet de loi n° 38
Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec
Présenté par le ministre des Finances le **18 mars 2015**
- Étude détaillée en commission*
- 7) Projet de loi n° 28
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016
Présenté par le ministre des Finances le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2015
Principe adopté le **18 mars 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 8) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
Présenté par la ministre de la Justice le 17 février 2015
Principe adopté le **18 mars 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 9) Projet de loi n° 34
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 18 février 2015
Principe adopté le 25 février 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **19 mars 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 10) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 11) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 12) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 13) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 14) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 15) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 16) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 17) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 18) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d’emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**
- 19) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 20) Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 21) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 22) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 23) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

24) Projet de loi n° 399

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

25) Projet de loi n° 490

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

26) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

27) 17 février 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière d'échange de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Turquie, signée à Québec, le 24 juillet 2014, et à Ottawa, le 15 août 2014.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 27 février 2015.

28) 25 mars 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Roumanie, signée à Québec, le 19 novembre 2013.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 4 avril 2015.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 19

Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives

Adopté le **25 mars 2015**

Projet de loi n° 25

Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers

Adopté le **24 mars 2015**

Projet de loi n° 26

Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (*titre modifié*)

Adopté le **24 mars 2015**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises (mandat confié le 25 février 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (mandat confié le 18 mars 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 33**, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (mandat confié le 18 mars 2015).

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle (mandat confié le 24 février 2015).

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 10 février 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).
- Du député de Verchères au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *La crise au CHUM provoquée par le comportement du ministre de la Santé et des Services sociaux* (avis donné le 19 mars 2015).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 56) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **26 mars 2015**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

On retrouve au lac Saint-Pierre, dans une réserve de la biosphère de l'UNESCO où sont localisées la majorité des zones riveraines humides des eaux douces du fleuve Saint-Laurent, la perchaude, une espèce très abondante dans les années 1990, mais actuellement en fort déclin. Espèce emblématique du lac Saint-Pierre, son exploitation était jusqu'à récemment majeure pour les citoyens des quatre régions administratives attenantes au lac et ceux de la grande région de Montréal qui y viennent pour pêcher.

Les études réalisées depuis 20 ans par les scientifiques du secteur Faune québécois ont permis de savoir que les retombées économiques annuelles de la pêche sportive au lac Saint-Pierre étaient auparavant de 2,2 millions de dollars, que cette activité était à forte intensité de main-d'œuvre locale (35 emplois à temps plein à l'année) et que 100 000 jours de pêche y étaient annuellement investis. Elles ont aussi permis de documenter l'état de la ressource, de comprendre l'impact que la pêche et la qualité des habitats aquatiques peuvent avoir sur cette activité ainsi que de définir les moyens les plus appropriés pour contribuer à son rétablissement.

Depuis un an, le gouvernement du Québec a procédé à des coupes dans la science en réduisant notamment les budgets pour les biologistes qui suivent et gèrent les ressources aquatiques du fleuve Saint-Laurent. Depuis septembre 2014, ceux-ci ne peuvent plus aller sur le terrain et poursuivre les études requises pour supporter le rétablissement de la perchaude. Ce sous-financement du ministère responsable de la faune restreint fortement l'acquisition des connaissances scientifiques sur les ressources aquatiques.

Or, il est essentiel de continuer à documenter l'état de la perchaude afin de rétablir son abondance et les retombées socio-économiques actuellement réduites découlant de son exploitation.

Est-ce que le ministre responsable de la faune prévoit rétablir des budgets adéquats pour que l'acquisition des connaissances scientifiques sur les ressources fauniques soit maintenue à un niveau suffisant pour permettre que les décisions de gestion de ces ressources soient basées sur la connaissance et réellement éclairées afin d'en garantir le bien-fondé?

57) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **26 mars 2015**

Au ministre délégué aux Transports et à l'implantation de la stratégie maritime

On retrouve au lac Saint-Pierre, dans une réserve de la biosphère de l'UNESCO où sont localisées la majorité des zones riveraines humides des eaux douces du fleuve Saint-Laurent, la perchaude, une espèce très abondante dans les années 1990, mais actuellement en fort déclin. Espèce emblématique du lac Saint-Pierre, son exploitation était jusqu'à récemment majeure pour les citoyens des quatre régions administratives attenantes au lac et ceux de la grande région de Montréal qui y viennent pour pêcher.

Les études réalisées depuis 20 ans par les scientifiques du secteur Faune québécois ont permis de savoir que les retombées économiques annuelles de la pêche sportive au lac Saint-Pierre étaient auparavant de 2,2 millions de dollars, que cette activité était à forte intensité de main-d'œuvre locale (35 emplois à temps plein à l'année) et que 100 000 jours de pêche y étaient annuellement investis. Elles ont aussi permis de documenter l'état de la ressource, de comprendre l'impact que la pêche et la qualité des habitats aquatiques peuvent avoir sur cette activité ainsi que de définir les moyens les plus appropriés pour contribuer à son rétablissement.

Depuis un an, le gouvernement du Québec a procédé à des coupes dans la science en réduisant notamment les budgets pour les biologistes qui suivent et gèrent les ressources aquatiques du fleuve Saint-Laurent. Depuis septembre 2014, ceux-ci ne peuvent plus aller sur le terrain et poursuivre les études requises pour supporter le rétablissement de la perchaude. Ce sous-financement du ministère responsable de la faune restreint fortement l'acquisition des connaissances scientifiques sur les ressources aquatiques.

Or, il est essentiel de continuer à documenter l'état de la perchaude afin de rétablir son abondance et les retombées socio-économiques actuellement réduites découlant de son exploitation.

Est-ce que le ministre délégué à l'Implantation de la stratégie maritime prévoit être cohérent avec les bases de sa Stratégie maritime et supporter au Conseil des ministres le financement adéquat des opérations du secteur ministériel Faune, considérant que la Stratégie maritime doit avoir pour effet d'assurer la pérennité de l'industrie des pêches et de stimuler le développement économique de toutes les régions côtières, de Gaspé et des Îles-de-la-Madeleine à Montréal?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS